

La politique soviétique à l'égard de l'OTAN est claire et nette: d'abord abattre la volonté de résistance de chacun des membres de l'OTAN, deuxièmement, diviser l'OTAN en éléments européens et américains. A mon sens, c'est ce que fait le premier ministre avec la politique qu'il vient d'exposer. Certains membres du parti ministériel et du NPD ne cessent de parler du complexe industriel et militaire des États-Unis. Mais ce complexe est dirigé par un gouvernement démocratique. Ces mêmes députés ne disent rien du complexe industriel et militaire de l'URSS, qui n'est pas dirigé par un régime démocratique, mais qui jouit plutôt d'un pouvoir absolu.

Il faut se rappeler que Khrouchtchev ne règne plus au Kremlin. Les dirigeants actuels du Kremlin sont tous des hommes plus âgés, qui ont été à l'école de Staline, des hommes qui manifestement, sont revenus à une politique stalinienne qui déjà commençait peut-être à changer sous Khrouchtchev. Rien indique dans l'histoire contemporaine que les communistes sont prêts à entamer des pourparlers en face d'un adversaire faible. D'autre part, je soutiens que nous avons une foule d'exemples prouvant qu'ils acceptent les pourparlers lorsqu'on leur oppose la force. Ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie montre clairement que les Soviétiques recourent à la force brutale chaque fois qu'on les laissera faire. C'est pour cela que le rôle classique des armements militaires n'est pas encore révolu en Europe. L'invasion de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques. L'Alliance de l'OTAN est tout aussi nécessaire de nos jours, au point de vue militaire, qu'elle l'était en 1949.

On nous demande maintenant d'adopter les idées d'un homme qui a été investi de l'énorme responsabilité inhérente aux fonctions de premier ministre, mais qui a sur le monde des idées préconçues basées sur la théorie que l'URSS est moins féroce, que le danger de confrontation est écarté. Or, monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale de Grande-Bretagne a déclaré devant le comité des affaires extérieures et de la défense nationale, que c'était là se réfugier dans une tour d'ivoire idéologique et il a exhorté le comité à en descendre pour regarder la vérité en face. L'honorable Dennis Healey a signalé qu'en réalité, la sécurité et la paix en Europe dépendent toujours d'une alliance forte. Le jour viendra peut-être, a-t-il ajouté, où la désescalade militaire deviendra possible et la Grande-Bretagne s'en réjouira alors, mais à cause des dirigeants actuels en URSS et de leurs politiques, la désescalade n'est pas encore une réalité.

Je voudrais rappeler aux néo-démocrates, y compris le député de Greenwood (M. Brewin) et le député d'York-Sud (M. Lewis), que le

gouvernement travailliste-socialiste du Royaume-Uni qui, à leurs yeux, correspond à leur propre parti, a déclaré sans ambages que la politique préconisée par les néo-démocrates canadiens était mauvaise. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne accroît ses engagements envers l'OTAN en raison de l'état actuel des choses.

Le premier ministre a déclaré hier que ceux qui tiennent sa politique pour isolationniste sont obsédés par les anciennes guerres et les anciens problèmes. Je dirai au premier ministre qu'il fait entièrement fausse route. C'est lui qui croit à un monde chimérique et qui refuse de faire face aux réalités de 1969. Sa théorie n'est pas nouvelle. Il l'avait énoncée il y a quelques années, lorsqu'il faisait partie de l'Institut de recherche pour la paix. Chamberlain a fait la même chose en 1938. Les seuls auxquels il fait plaisir sont les isolationnistes à tout crin des États-Unis et ceux qui font des simagrées dans les coulisses. Il ne fait certainement pas plaisir au peuple canadien.

• (5.20 p.m.)

Le 1^{er} décembre 1968, l'Institut canadien de l'opinion publique a révélé que 64 p. 100 des Canadiens estimaient que les troupes canadiennes devraient demeurer en Europe et continuer à faire partie des forces de l'OTAN. Il n'est donc pas étonnant que le gouvernement soit partagé sur la question. Les membres du gouvernement siégeant au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale ont été unanimes à dire que nous devrions continuer à jouer notre rôle au sein de l'OTAN. Cette divergence d'opinion a incité le sénateur Aird à démissionner. Il a refusé d'admettre le genre de politiques que nous préconisons. Il n'est pas étonnant que le gouvernement soit divisé à cet égard.

Oui, monsieur l'Orateur, je sympathise avec le premier ministre. Il doit être extrêmement difficile, pour quelqu'un qui a adopté au cours de la deuxième guerre mondiale la position que la guerre était menée entre impérialistes qui n'avaient rien à voir avec le Canada et qui a adopté par la suite une autre position que nous connaissons bien, il doit être extrêmement difficile, pour cet homme, d'énoncer une politique de défense réaliste. Je ne pense pas que le chef de la nation ait le droit de formuler une politique minoritaire qui amènerait une scission entre la politique étrangère du Canada et celle de nos amis et alliés. Il n'a pas non plus le droit de discuter et de formuler des mesures de défense qui ne tiennent pas compte de la conjoncture mondiale.

Le premier ministre a évoqué la possibilité, pour le Canada, de se limiter à un rôle continental, ainsi que son espoir de nous voir